

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 11-14 octobre 2004

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2004/8-B/6
13 septembre 2004
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – RÉGION CÔTIÈRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 10064.3

Transition après le conflit dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest

Nombre de bénéficiaires	1 460 655 en 2005 1 234 712 en 2006
Durée du projet	24 mois (1er janvier 2005–31 décembre 2006)
Total des besoins alimentaires	204 884 tonnes
Coût (dollars E.-U.)	
Coût total pour le PAM	156 164 862
Coût total des produits alimentaires	60 879 845

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (ODD): M. M. Darboe

Attaché de liaison principal, ODD: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



RESUME

Dans les pays riverains du fleuve Mano, la crise qui a éclaté à la suite des conflits violents qui sévissaient au Libéria et en Sierra Leone depuis le début des années 90 est peut-être enfin sur le point de s'éloigner. Avec la présence des forces des Nations Unies qui surveillent une paix fragile au Libéria et la Mission des Nations Unies qui mène dans ce pays une campagne de désarmement, de démobilisation, de réinsertion et de rapatriement, les perspectives de paix au Libéria et de relèvement durable en Sierra Leone et en Guinée sont plus réelles.

Dans le cadre de son intervention prolongée de secours et de redressement 2005–2006 dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest, le PAM prévoit une réorientation générale de ses activités de distribution de secours alimentaires vers des activités d'aide alimentaire ciblées sur les secteurs sociaux. Au Libéria, cela reviendra à mettre l'accent sur la réinstallation dans leur région d'origine des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays et à apporter un appui aux services sociaux de base —en particulier aux écoles primaires et à la reprise de l'agriculture— pour ces rapatriés. Le PAM a pour objectif de cesser ses distributions générales d'aide alimentaire au Libéria à la fin de l'opération. Étant donné la lenteur et les aléas caractéristiques d'un processus de transition après un conflit, toutefois, il est fort probable qu'il faudra maintenir un programme d'urgence résiduel au Libéria au-delà de 2006.

En Sierra Leone et en Guinée, le PAM envisage de réduire progressivement son intervention prolongée de secours et de redressement pour l'interrompre définitivement à la fin de 2006. Il mettra de plus en plus l'accent sur la transition vers les programmes de pays.

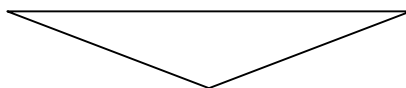
L'intervention prolongée de secours et de redressement du PAM consistera à:

- venir en aide au Libéria tous les mois, en 2005, à 230 000 personnes en moyenne qui sont déplacées dans le pays et vivent dans des camps, et à 100 000 en 2006;
- fournir l'aide alimentaire sur laquelle environ 120 000 réfugiés libériens dans la région comptent pour faciliter leur retour au Libéria et reconstruire leur vie;
- lorsque les Libériens commenceront à rentrer dans leur pays, axer de plus en plus les interventions en Guinée et en Sierra Leone sur les activités de relèvement et de réintégration dans les districts de réinstallation des rapatriés.

Le nombre des réfugiés et des personnes déplacées, appelés à bénéficier d'une aide, est tiré d'évaluations faites conjointement dans les trois pays par le PAM et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les données obtenues ont été complétées par celles provenant d'évaluations sectorielles portant sur le relèvement de l'agriculture, la nutrition, l'éducation et le VIH/SIDA.



PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'IPSR Région côtière de l'Afrique de l'Ouest 10064.3, "Transition après le conflit dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest" (WFP/EB.3/2004/8-B/6).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



INTRODUCTION

1. La présente intervention prolongée de secours et de redressement IPSR dans la Région côtière de l’Afrique de l’Ouest (IPSR) est soumise au Conseil avec une IPSR complémentaire pour la sous-région, IPSR 10372.0 “Réponse à la crise en Côte d’Ivoire et à ses répercussions dans la région (Burkina Faso, Côte d’Ivoire, Ghana et Mali)”. La stratégie 2005–2006 arrêtée par le PAM pour relever le défi humanitaire et les problèmes de sécurité alimentaire associés à la transition après le conflit dans la sous-région de l’Afrique de l’Ouest est exposée dans le document du Conseil intitulé “Stratégie et modalités opérationnelles à appliquer par le PAM pendant la période de transition dans les pays d’Afrique de l’Ouest touchés par des conflits, 2005–2006” (WFP/EB.3/2004/INF/7). Les documents des deux IPSR proposées doivent être lus en même temps que le présent document.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

2. En octobre 2003, le Président Gyude Bryant a été placé à la tête du gouvernement de transition du Libéria. La Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), établie par le Conseil de sécurité en septembre 2003, est chargée d’assurer le désarmement, la démobilisation, la réinsertion et le rapatriement d’un nombre de combattants estimé à 40 000. Depuis le milieu de 2004, les forces de maintien de la paix des Nations Unies veillent sur une paix fragile dans le pays. Cette évolution vers la sécurité qui s’accompagne du retour des organisations humanitaires ont apporté l’espoir d’un avenir plus pacifique au Libéria. Des élections démocratiques sont prévues pour octobre 2005.
3. Au début de 2004, il y avait environ 815 000 Libériens —un quart de la population— qui étaient déplacés à l’intérieur du pays, et à l’extérieur, parmi lesquels 350 000 se trouvaient dans les pays voisins et 465 000 dans les camps des alentours de Monrovia et du centre du Libéria ainsi que dans des zones d’installation spontanée.
4. En Sierra Leone, les progrès réguliers vers la réinstallation, le relèvement et une paix durable —y compris la tenue réussie d’élections parlementaires et présidentielles en mai 2002— ont été freinés par l’arrivée en 2003 de nouveaux réfugiés libériens. De même, la Guinée, qu’un grand nombre de réfugiés sierra-leoniens avaient quitté en 2001–2003, a été de nouveau submergée par un afflux de réfugiés libériens. Avec l’arrivée de la MINUL au Libéria, les perspectives de redressement durable en Sierra Leone et en Guinée se sont beaucoup améliorées, surtout en ce qui concerne la sécurité alimentaire.
5. En Côte d’Ivoire, la situation politique et militaire qui n’est pas encore réglée continue de faire peser des risques sur la région. Le conflit interne qui reprend dans ce pays pourrait rapidement se propager aux pays voisins, ce qui entraînerait presque certainement l’apparition de besoins humanitaires importants aux frontières de ces pays. La crise en Côte d’Ivoire, auparavant centre économique et commercial dynamique de l’Afrique de l’Ouest, continue d’affaiblir la reprise dans l’ensemble de la région.



Analyse de la situation

6. Le renforcement continu de la paix au Libéria —soutenu par une situation de sécurité garantie par la MINUL et la mise en oeuvre du Cadre de transition axé sur les résultats— et la consolidation des résultats obtenus après la crise en Sierra Leone et en Guinée constituent les défis majeurs de la transition pour 2005–2006. La réussite de la démobilisation des combattants et le retour, la réinstallation ou l'intégration de 815 000 réfugiés libériens et personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) sont des conditions essentielles au rétablissement des moyens de construire une paix durable et d'assurer la reprise économique après des années de conflit dans la région.

Sécurité alimentaire, nutrition et santé

⇒ *Impact de la crise sur la sécurité alimentaire*

7. Avec les cessez-le-feu et la stabilité qui s'installe, l'insécurité alimentaire dans les pays d'Afrique de l'Ouest touchés par la crise est désormais davantage une question d'accès aux vivres que de disponibilités. Toutefois, il y a des poches de grande insécurité alimentaire et de vulnérabilité qui exigent une vigilance particulière, surtout dans les campagnes du Libéria, où la production agricole a été anéantie, dans les camps de la région et dans les zones de Guinée et de Sierra Leone touchées par la guerre et où retournent les populations déplacées. Dans ces zones, les familles qui viennent de rentrer et luttent pour se réinstaller arrivent rarement à faire leurs plantations à temps avant la principale campagne agricole. Cela exacerbe la pression sur les habitants de ces zones qui se remettent à peine des conséquences de la guerre. La sécurité alimentaire de base des ménages ne se rétablira pas avant plusieurs saisons de semences pour lesquelles ils ont besoin de semences et d'outils.
8. Au Libéria, un certain nombre de facteurs nuisent à la sécurité alimentaire: i) le bouleversement continu des systèmes et activités agricoles dû au déplacement des familles et des communautés agricoles; ii) l'accès limité aux stocks de produits alimentaires en raison du manque de revenu; iii) la mauvaise assimilation nutritionnelle due à la maladie, au manque d'hygiène et à la qualité de l'eau; iv) la dégradation des conditions socio-économiques; et v) l'effondrement des mécanismes de survie des familles et des communautés. Les PDI sont les plus touchées: certaines d'entre elles ont dû se déplacer à sept reprises depuis avril 1999. De ce fait, le Libéria reste un des pays du monde où l'insécurité alimentaire est la plus grave. On estime qu'en 2000, il y avait 35 pour cent de la population qui souffrait de malnutrition. Ce pourcentage a probablement augmenté parce que l'accès aux vivres a été sérieusement limité pendant les combats qui ont eu lieu à Monrovia et dans d'autres régions du pays en 2002–2003. L'insécurité alimentaire des ménages reste sévère, avec une faible production de subsistance et de maigres possibilités de revenu. Le taux de chômage atteint 85 pour cent; 76,2 pour cent de la population vivent en-deçà du seuil de pauvreté (1 dollar E.-U. par jour).
9. En Guinée, l'insécurité alimentaire est la plus grave dans les camps de réfugiés des régions de Kissidougou et Nzerekore. Bien qu'ils soient encore très dépendants de l'aide alimentaire, les réfugiés arrivent de plus en plus à satisfaire une partie des besoins alimentaires de leur ménage en se livrant à des activités autonomes. D'après les résultats d'une récente enquête d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) de la sécurité alimentaire des ménages¹, les ressources générées par les réfugiés eux-mêmes étaient

¹ *Food security survey in the refugee camps of Guinea (Nonah, Boreah, Kountaya, Laine, Telikoro and Kouankan)*. PAM ACV, Dakar, mai 2004. Enquête menée en avril 2004 en collaboration avec le HCR/PAM Guinée.



suffisantes pour couvrir quatre mois de leurs besoins annuels de vivres. Dans l'ensemble, le degré d'autosuffisance alimentaire est plus élevé dans les camps les mieux installés. Le PAM adapte en conséquence l'aide alimentaire qu'il apporte aux camps. Les régions qui accueillent les réfugiés souffrent d'une vulnérabilité modérée à l'insécurité alimentaire, aussi ne sont-elles pas comprises dans le programme de pays du PAM². Cependant, l'afflux de réfugiés et de PDI au cours des années a bouleversé les moyens de subsistance de la population locale et épuisé les ressources naturelles de la région, ce qui justifie le maintien d'une aide à court terme.

10. La production et la sécurité alimentaires en Sierra Leone retrouvent peu à peu leurs niveaux d'avant la guerre grâce à l'amélioration de l'accès aux terres agricoles et à des programmes agressifs de distribution de semences. La production de riz a maintenant atteint 80 pour cent de son niveau d'avant la guerre, et les progrès ont été du même ordre pour d'autres cultures vivrières importantes comme le manioc, la patate douce et les arachides. À petite échelle, la production de café et de cacao —qui représente un important complément de revenu en espèces— reprend aussi. Les principales difficultés auxquelles se heurte la reprise de la production agricole sont le manque de semences et le mauvais état des routes. C'est dans les districts de réinstallation après le conflit —Kailahun, Kono, Kambia et Pujehun— que l'insécurité alimentaire des ménages est la plus répandue³. Contrairement à ce qui se passe en Guinée, les réfugiés libériens dans les camps de Sierra Leone sont plus dépendants de l'aide alimentaire parce que la plupart y sont arrivés depuis peu.

⇒ *Impact de la crise sur la nutrition et la santé*

11. Les principales causes de la malnutrition en Afrique de l'Ouest sont l'absence de soins de santé et les mauvaises pratiques d'alimentation des enfants en bas âge. La malnutrition chronique ou le retard de croissance touche un fort pourcentage des enfants ouest-africains. Les carences en micronutriments, tels que le fer et la vitamine A, chez les femmes et les enfants sont importantes dans les zones de conflit de la région et l'une des causes profondes de la malnutrition. Les aliments enrichis peuvent contribuer beaucoup à lutter contre la malnutrition chronique, mais l'insuffisance des services de soins de santé pour les mères et les enfants reste le principal obstacle à l'efficacité de la mise en oeuvre d'activités de prévention par l'alimentation dans toute la région.
12. Au Libéria, les indicateurs disponibles sur la santé et la nutrition étaient effrayants même avant la dernière série de combats en 2002–2003. Les femmes et les enfants ont été particulièrement touchés. D'après la dernière enquête nationale sur la santé et la nutrition, en 2000, les taux de mortalité infantile et des enfants de moins de 5 ans atteignaient 235 pour 1 000 naissances vivantes et les taux de mortalité maternelle 578 pour 100 000 naissances vivantes; ces taux sont parmi les plus élevés du monde. Près de 40 pour cent des enfants libériens de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Des études plus récentes ont révélé que les taux de retard de croissance et d'émaciation étaient sensiblement plus élevés chez les enfants des PDI dans les camps que chez ceux des villes, ce qui est révélateur des difficultés des cinq à dix dernières années⁴. Les niveaux de

² La situation de la sécurité alimentaire en Guinée, PAM Guinée, janvier 2004.

³ *Sierra Leone Rural Food Security, Livelihoods and Nutrition Survey and Household Food Security Profiles*, PAM juin 2003. Parmi ces districts, seul Kailahun —une des cinq régions identifiées grâce à l'ACV comme touchées par une grande insécurité alimentaire— est inscrit dans le programme transitoire de pays du PAM.

⁴ Évaluation PAM ACV menée dans trois villes et trois camps de PDI dans les comtés de Bong et de Margibi, mars 2004. L'écart camp/ville correspondait à celui des enquêtes précédentes (juillet et août 2003) faites par Action contre la faim (ACF) et *World Vision*.



malnutrition générale aiguë (émaciation sévère et modérée) sont relativement bas, mais d'après les enquêtes sur la nutrition, le taux de malnutrition aiguë est élevé chez les enfants de 12 à 23 mois⁵. De graves carences en micronutriments ont aussi été observées: une enquête sur les micronutriments menée en 2000 montre que 53 pour cent des enfants de 6 à 25 mois souffrent d'avitaminose A, et 87 pour cent d'une carence en fer. Le mauvais état nutritionnel de l'ensemble de la population est inextricablement lié au fait que seuls 10 pour cent des Libériens ont accès régulièrement à des soins de santé.

13. La situation nutritionnelle dans les camps de réfugiés de Guinée et de Sierra Leone s'est stabilisée, ou améliorée ces dernières années. Une récente enquête anthropométrique nutritionnelle menée par plusieurs organisations dans les huit camps de réfugiés de Sierra Leone a montré que les taux de malnutrition s'étaient améliorés ou stabilisés dans six des huit camps⁶. En Guinée, l'aide alimentaire du PAM et le nombre négligeable des réfugiés arrivés en 2004 ont contribué à assurer la stabilité nutritionnelle dans la population des camps et les populations d'accueil. Au début de 2004, il y avait moins de 2 pour cent d'enfants de moins de 5 ans dans les camps qui, d'après les résultats des contrôles de croissance, souffraient d'un retard de croissance modéré. Environ 0,2 pour cent d'enfants de moins de 5 ans étaient atteints d'un sévère retard de croissance.

Politiques gouvernementales/régionales et interventions de transition

14. Au niveau intergouvernemental dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, peu de mesures de planification opérationnelle sont prises pour mettre en œuvre des programmes humanitaires et de redressement pendant la transition. Pour la période de transition dans la sous-région, la planification du PAM s'inscrit dans le cadre du processus d'appels communs des Nations Unies, dirigé par le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires et établi en consultation avec les gouvernements. Le programme de transition du PAM dans la sous-région sera inclus dans l'appel commun pour la région 2005, qui sera préparé vers la fin de 2004.
15. Au niveau national, les interventions proposées par le PAM découlent des principaux plans de transition et de lutte contre la pauvreté élaborés par les gouvernements. Après la mise en place du gouvernement de transition au Libéria, un cadre national pour une transition axée sur les résultats —élaboré dans le cadre d'un processus consultatif d'évaluation avec l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le Groupe des Nations Unies pour le développement —définit les besoins prioritaires pour 2004–2005 dans 13 secteurs. En Sierra Leone, les interventions et l'expérience du PAM ont de plus en plus été façonnées et influencées par le processus stratégique de lutte contre la pauvreté. Une stratégie provisoire de lutte contre la pauvreté a été approuvée en septembre 2001. Le PAM a apporté ses compétences et son expérience à l'élaboration d'une stratégie complète —sécurité alimentaire, nutrition, enseignement primaire, pauvreté rurale et relèvement agricole— qui doit être approuvée à la fin de 2004. En janvier 2003, l'équipe des Nations Unies dans le pays, en étroite collaboration avec le gouvernement, a achevé un Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2004–2007. En Guinée, la stratégie de lutte contre la pauvreté du gouvernement (2002) sert de cadre aux interventions des donateurs en faveur du

⁵ L'enquête ACV a révélé un taux malnutrition globale aiguë de 3,3 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans couverts par l'enquête, ce taux atteignant 8,5 pour cent chez les plus jeunes d'entre eux. Les enquêtes menées en juillet et août 2003 par ACF et *World Vision* ont fait apparaître des taux de malnutrition de 30 pour cent et des taux de malnutrition sévère allant de 6 à 11 pour cent.

⁶ Enquête anthropométrique nutritionnelle dans les huit camps de réfugiés, octobre 2003 (Évaluation conjointe: PAM, HCR, Médecins sans frontières-Belgique, MERLIN, ACF, *World Vision*).



développement, y compris au programme de pays du PAM 2002–2005 qui est en cours. La coordination des interventions humanitaires est assurée par une commission nationale de création récente, coprésidée par le Ministre de la planification et le Coordonnateur/Résident pour les affaires humanitaires.

Réponse apportée jusqu'ici par le PAM dans la sous-région

16. Entre 1990 et 2004, le PAM a distribué plus de 1,5 million de tonnes de produits alimentaires aux victimes du conflit et de la crise prolongés dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest. La présente IPSR, qui comprend la mise en oeuvre d'activités de secours et de redressement au Libéria, en Guinée et en Sierra Leone en 2005–2006, est complétée par une IPSR distincte destinée à faire face à la crise en Côte d'Ivoire et dans les pays avoisinants et à apporter une aide aux réfugiés libériens dans ce pays. Au titre d'une opération spéciale distincte, des services aériens humanitaires, opérant hors d'Abidjan, renforcent la capacité d'intervention opérationnelle et logistique du PAM.

STRATEGIE DE REDRESSEMENT

Stratégie du PAM et objectifs des interventions humanitaires et d'appui à la transition

17. La présente IPSR permettra d'apporter des secours et un appui au redressement du Libéria, de la Guinée et de la Sierra Leone. La stratégie du PAM consiste à réduire progressivement les distributions générales d'aide alimentaire au Libéria pour les supprimer à la fin de 2006 et à se réorienter entièrement vers un appui alimentaire ciblé sur les secteurs sociaux. Étant donné toutefois la lenteur et les aléas fréquents des processus de transition après les conflits, il faudra probablement que les activités en cours d'appui à la transition dans les secteurs sociaux soit complétées au-delà de 2006 par une forme de programme d'urgence. Pour la Sierra Leone et la Guinée, le PAM envisage une stratégie de retrait à la fin de 2006 de l'aide qu'il apporte au titre de l'IPSR. L'accent sera mis sur la transition vers les programmes de pays du PAM.
18. Dans l'IPSR, le PAM maintiendra sa stratégie d'aide d'urgence et continuera de distribuer des rations générales complètes et réduites aux réfugiés, PDI et autres groupes vulnérables touchés par la guerre, qui n'ont guère d'autres moyens de s'assurer une sécurité alimentaire de base. Cette aide d'urgence joue un rôle humanitaire important et contribue à affermir la stabilité dans un climat politique fragile.
19. Le redressement à la suite de conflits, de déplacements, d'une mauvaise gouvernance et d'un recul économique qui ont touché plusieurs générations sera fondé sur une double approche qui permettra de créer des possibilités durables dans les régions touchées par les conflits: i) faciliter la réinstallation dans les zones d'origine et reconstituer les moyens de subsistance dans les campagnes grâce à la reprise de l'agriculture, et ii) faciliter la remise en état de l'infrastructure sociale de base, surtout dans les secteurs de l'éducation et des soins de santé primaires. L'alimentation scolaire d'urgence et le relèvement de l'agriculture constituent le fondement de l'approche envisagée par le PAM pour assurer le redressement. Les programmes de redressement entrepris avec l'aide du PAM —qu'il s'agisse de l'alimentation scolaire d'urgence ou de la protection des semences— peuvent beaucoup contribuer à faire retrouver un sentiment de normalité et d'appartenance communautaire aux populations touchées par la guerre.



Besoins des bénéficiaires

20. L'IPSR 10064.3 qui est proposée repose sur des consultations auxquelles participent les bureaux de pays et les bureaux régionaux du PAM, les Gouvernements de la Guinée du Libéria et de la Sierra Leone, des donateurs et des partenaires, dont le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ACF, Médecins sans frontières (MSF), *World Vision*, les Services de secours catholique, Africare, CARE, Oxfam et des organisations non gouvernementales (ONG) nationales. Chaque bureau de pays a préparé un document d'IPSR détaillé pour le pays afin de faciliter la mise en œuvre. Les résultats et recommandations de la récente évaluation de l'IPSR Région côtière de l'Afrique de l'Ouest ont également servi à mettre au point la présente IPSR, pour ce qui est en particulier du renforcement des dimensions régionales de l'opération⁷.

Le rôle de l'aide alimentaire

21. L'aide alimentaire telle que définie dans la présente IPSR conserve son double objectif: i) sauver les vies des populations qui, dans les pays et hors des frontières, vivent dans une dangereuse insécurité alimentaire; et ii) contribuer aux efforts de redressement par le biais d'un appui à la réinstallation et de différentes activités (vivres-contre-travail [VCT], vivres pour la formation [VPF] et alimentation scolaire d'urgence).

But et objectifs globaux

22. La présente IPSR vise globalement à contribuer à la stabilité régionale et à la sécurité alimentaire des ménages de réfugiés, rapatriés, PDI et communautés d'accueil touchés grâce à des interventions d'aide alimentaire qui favorisent le relèvement à long terme des populations qui ont souffert du conflit.

⇒ *Objectifs*

23. Les objectifs immédiats et les priorités stratégiques (PS)⁸ correspondantes de cette IPSR régionales sont les suivants:

- **Sauver les vies des populations touchées par la guerre par le biais d'une aide alimentaire à court terme (PS1).** L'accent sera mis sur les réfugiés, les rapatriés et les PDI dans les camps qui n'ont guère d'autre moyen de survie pour assurer leur sécurité alimentaire.
- **Fournir une alimentation scolaire d'urgence (PS4)** et faciliter l'accès à l'enseignement de base, en particulier pour les filles, et le renforcement des communautés.

⁷ Document d'évaluation présenté à la troisième session ordinaire du Conseil d'administration en 2004.

⁸ Voir l'annexe III.



- **Contribuer au redressement par le biais d'une aide alimentaire (PS2)** en tant qu'investissement devant permettre de reconstruire et de protéger les actifs humains et productifs afin de favoriser la relance économique et sociale. Les rapatriés qui cherchent à reconstituer leurs moyens de subsistance dans les zones ravagées par la guerre constitueront un des principaux groupes cibles. L'aide sera aussi centrée sur les petits agriculteurs, en particulier les femmes qui luttent pour adapter leurs moyens de subsistance afin d'assurer la sécurité alimentaire du ménage, les personnes qui vivent avec le VIH/SIDA et les autres groupes vulnérables.
- **Mettre en oeuvre des programmes d'alimentation sélective (PS3)** afin d'améliorer l'état nutritionnel et de santé des mères et des enfants.
- **Apporter une aide aux groupes vulnérables (PS3)**, y compris une alimentation en institution et un appui aux personnes vivant avec le VIH/SIDA.

PLAN D'EXECUTION

Réorientation des programmes du PAM

24. Les progrès réalisés vers le règlement du conflit au Libéria, en particulier le déploiement en cours de la MINUL et la poursuite des activités de démilitarisation, démobilisation, réinsertion et rapatriement (DDRR), ouvrent un espoir de paix et de stabilité à long terme dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest. Dans ce contexte, le PAM propose d'opérer les principales réorientations suivantes au titre de l'IPSR proposée pour 2005–2006:

- **Libéria.** Étant donné la persistance de l'insécurité dans certaines zones du Libéria et la lenteur des activités de relèvement et de reconstruction, le PAM continuera de venir en aide aux PDI, tout en mettant en place des filets de protection. Le PAM et le HCR se sont attachés à identifier les populations déplacées et rapatriées, et le PAM se propose de venir en aide tous les mois en 2005 à 230 000 PDI en moyenne vivant dans les camps, et à 100 000 en 2006. Avec le HCR, il s'emploiera aussi à aider les Libériens qui devraient être rapatriés en 2005 et 2006 en incorporant une ration de quatre mois dans le colis standard remis aux rapatriés ou en procédant à des distributions dans les camps de PDI. L'aide du PAM sera consacrée essentiellement à l'alimentation scolaire d'urgence, composante essentielle des activités de réinstallation, pour faciliter la réouverture des écoles et encourager le retour dans les zones d'origine. L'alimentation scolaire d'urgence sera aussi utilisée pour passer des activités générales de secours à la mise en place de filets de protection mieux ciblés. En outre, la distribution de rations à emporter aux filles servira d'incitation à leur scolarisation. Des activités VCT et VPF seront entreprises dans les communautés de réinstallation pour favoriser le relèvement et améliorer les conditions de vie dans les zones visées.
- **Sierra Leone.** Si l'on part de l'idée que la plupart des réfugiés retourneront dans leur pays d'origine à la fin de 2006, l'IPSR 10064.3 sera une opération de retrait. Compte tenu du rapatriement régulier des réfugiés libériens, le HCR estime qu'en janvier 2005, il n'y aura que 50 000 Libériens dans les camps de réfugiés de la Sierra Leone. Ce chiffre devrait continuer de diminuer en 2005–2006, et tomber à 3 000 en décembre 2006. Le PAM continuera d'apporter une aide, y compris des rations mensuelles et une alimentation complémentaire et thérapeutique, à ce nombre de plus en plus faible de réfugiés libériens dans les camps. Il assurera aussi des filets de protection ciblés ou auto-ciblés à l'appui des activités de redressement et de réintégration du gouvernement dans les districts de réinstallation des réfugiés



sierra-leoniens qui viennent d'être rapatriés. Les trois districts visés en 2005 sont Kono, et Pujehun, pour les activités d'alimentation scolaire d'urgence, VPF et VCT, et Kailahun pour l'alimentation scolaire d'urgence et des activités VCT limitées. Kailahun sera intégré à la composante alimentation scolaire du prochain programme de pays 2005–2007 pour l'année scolaire 2006.

- **Guinée.** Si l'on part de l'idée que la plupart des réfugiés retourneront dans leur pays d'origine à la fin de 2006, l'IPSR sera aussi une opération de retrait pour la Guinée. Les distributions générales du PAM aux réfugiés, déjà réduites par rapport au chiffre prévu pour 2004 (95 000), diminueront d'un tiers en 2005 et d'un autre tiers en 2006. Le PAM continuera de mettre l'accent sur l'intégration des réfugiés et des ex-combattants et d'aider les populations des zones d'installation en prenant des initiatives génératrices de revenu et menant à l'autonomie, y compris des activités VCT et VPF. L'alimentation scolaire d'urgence qui est la principale composante de l'opération sera étendue aux zones de forts déplacements de population et aux zones avoisinant les camps de réfugiés dans l'idée de combler les écarts entre les populations d'accueil et les populations de réfugiés. À la fin de cette opération, les écoles seront intégrées à la prochaine phase du programme de pays 2007–2010, qui actuellement n'englobe pas la région des forêts guinéennes.

Principales composantes du programme

25. Les interventions fondamentales de secours et de redressement de l'IPSR seront poursuivies en 2005. Ces interventions sont les suivantes:
 - apport de secours par le biais de distributions de rations générales;
 - apport de secours par le biais d'une aide alimentaire curative destinée aux enfants souffrant d'une malnutrition sévère et modérée; et
 - aide au redressement par le biais de programmes de mise en place de filets de protection (alimentation scolaire d'urgence, VCT et VPF).
26. La composante secours de l'IPSR absorbe 52 pour cent du total de l'aide alimentaire. Les activités de redressement en absorbent 48 pour cent.

Sélection des activités et description des bénéficiaires

⇒ *Apport de secours par le biais de distributions de rations générales*

27. Les réfugiés, les PDI et les rapatriés qui ont été déplacés à cause du conflit bénéficieront d'une aide sous forme de rations générales. Ceux qui dépendent entièrement de l'aide alimentaire extérieure recevront une ration complète de 2 100 kilocalories/jour. Ces bénéficiaires sont i) les PDI et les rapatriés libériens qui doivent rester dans des camps en raison de l'inaccessibilité de leur région d'origine, ii) les réfugiés libériens qui restent dans les camps en Sierra Leone, et iii) les réfugiés libériens qui vivent dans les deux camps les plus vulnérables de Guinée, Nonah et Laine, où ils n'ont guère accès à la terre et à l'économie locale. Les réfugiés qui ont d'autres ressources, y compris ceux qui vivent dans la majorité des camps en Guinée, recevront une ration réduite de 1 830 kilocalories/jour. Des rations réduites seront distribuées dans le camp de Laine dès janvier 2006.



28. Le nombre des bénéficiaires de rations générales distribuées au titre des secours aura baissé de plus de 50 pour cent en 2006. L'appui aux réfugiés ivoiriens en Guinée s'achèvera à la fin de 2006 et l'appui aux réfugiés libériens restant en Guinée et en Sierra Leone fera l'objet d'un réexamen au cours de la même année.

⇒ *Apport de secours par le biais de l'alimentation complémentaire et thérapeutique*

29. Une alimentation complémentaire et thérapeutique d'urgence sera assurée aux enfants souffrant d'une malnutrition sévère dans des centres d'alimentation thérapeutique et à ceux qui souffrent d'une malnutrition modérée dans des centres d'alimentation complémentaire. Dans tous les pays, ces activités seront essentiellement entreprises dans les camps de réfugiés et de PDI et les zones avoisinantes.

30. En Guinée, le programme pour la santé maternelle et infantile est destiné aux femmes enceintes et aux mères allaitantes des camps de réfugiés et des alentours afin de prévenir la malnutrition chez les femmes et les nourrissons.

⇒ *Appui au redressement par le biais de programmes de mise en place de filets de protection*

31. Les activités de redressement entreprises par le PAM par le biais de programmes de mise en place de filets de protection continueront de s'étendre aux programmes d'alimentation en institution des groupes vulnérables, d'alimentation scolaire d'urgence, VCT et VPF.

32. Au Libéria, le PAM continuera d'assurer un filet de protection aux ménages et groupes à risque en apportant une aide aux malades dans les hôpitaux et les dispensaires, les léproseries, les foyers pour personnes âgées, personnes handicapées et enfants des rues, et les orphelinats.

33. Les programmes d'alimentation scolaire d'urgence qui aident beaucoup les communautés à retrouver une vie plus normale seront élargis au cours des années à venir. Étant donné le rôle positif que les activités d'alimentation scolaire du PAM ont joué en Sierra Leone où elles ont aidé le gouvernement à relancer le système scolaire après la guerre civile et l'importance qu'elles continuent d'avoir dans le programme de réintégration, le PAM propose de poursuivre le programme d'alimentation scolaire d'urgence dans les districts de Kono, Pujehun et Kailahun. En Guinée, il envisage d'étendre ce programme aux zones avoisinant les camps de réfugiés et aux zones à forts déplacements de population. À la fin de 2006, le programme devrait être intégré à la phase suivante du programme de pays. En Guinée et au Libéria, l'alimentation scolaire comprendra aussi la distribution de rations à emporter aux filles, sur une base sélective, afin de les encourager à aller à l'école.

34. Les activités VCT viseront à promouvoir la reconstruction et le relèvement et ainsi à fournir un soutien économique temporaire aux communautés locales, en particulier les rapatriés et les femmes. Au Libéria, ce sera un moyen de favoriser le relèvement et d'améliorer les conditions de vie dans les zones de réinstallation des PDI et des rapatriés. Dans ce pays, les activités permettront d'appuyer la reprise de l'agriculture, la remise en état de l'infrastructure sociale —écoles, dispensaires et routes— et la reconstruction des points d'eau.



35. Les activités VPF aideront, dans le cadre de programmes de formation professionnelle, les bénéficiaires ciblés à acquérir des compétences négociables et utiles pour la vie, y compris la réinsertion sociale et une formation technique et agricole. Elles viseront en particulier les populations de rapatriés et les communautés d'accueil; une place spéciale sera faite aux femmes et à la formation professionnelle pour leur permettre d'entreprendre des activités génératrices de revenu.
36. Le PAM continuera d'apporter un appui aux activités DDRR menées en Guinée et au Libéria. En Guinée, il fournira notamment une ration alimentaire de quatre mois à environ 4 000 jeunes ex-combattants guinéens. Les projets VCT s'adresseront à ceux qui ont participé aux activités DDRR dans les pays voisins. Au Libéria, les projets VPF seront aussi ciblés sur les ex-combattants démobilisés et d'autres jeunes touchés par la guerre qui n'ont pas eu la possibilité de recevoir une éducation primaire de base.
37. Contrairement aux années précédentes, les possibilités de redressement et de relèvement sont aujourd'hui réelles au Libéria. Si les vivres, les semences, les outils et l'appui technique sont suffisants au cours des deux prochaines années, la production de riz pourra augmenter d'au moins 60 000 tonnes —soit un quart des besoins nationaux— d'ici à la fin de la récolte 2005. Cela posera après la récolte des problèmes de manutention, de mouture et d'entreposage dans les zones rurales où la plupart des installations de séchage, de meunerie et d'entreposage ont été détruites, mais la sécurité alimentaire des ménages pourra être assurée à la fin de 2006 dans la plupart des campagnes du pays. Le PAM pourra alors mettre fin à l'aide alimentaire qu'il apporte dans les secteurs de production et se limiter à cibler son action sur les secteurs sociaux par le biais de l'alimentation scolaire et de l'alimentation complémentaire et thérapeutique; cette action pourrait être axée sur les ménages les plus vulnérables touchés par la guerre.

Bénéficiaires, assortiment alimentaire et besoins de produits alimentaires

38. Le tableau 1 récapitule le nombre de bénéficiaires par pays et type d'intervention et le tableau 2 présente en détail les besoins de produits alimentaires par pays et type d'intervention.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR PAYS ET TYPE D'INTERVENTION (tonnes)								
Type d'intervention	Libéria		Guinée		Sierra Leone		Région	
	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006
Distributions générales								
Réfugiés	-	-	67 500	34 500	34 000	12 000	101 500	46 500
PDI	228 333	100 417					228 333	100 417
DDRR (ration générale)			4 000	-				4 000
Rapatriés	120 000	80 000					120 000	80 000
Total, distributions générales	348 333	180 417	71 500	34 500	34 000	12 000	449 833	230 917
Vivres pour le redressement								
Vivres contre travail*	98 000	80 500	62 665	39 000	37 500	37 500	198 165	157 000
Vivres pour la formation	1 400	1 050	24 000	13 500	7 500	7 500	32 900	22 050
Total, vivres pour le redressement	99 400	81 550	86 665	52 500	45 000	45 000	231 065	179 050



TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR PAYS ET TYPE D'INTERVENTION (tonnes)								
	Libéria		Guinée		Sierra Leone		Région	
Type d'intervention	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006
Alimentation sélective								
Thérapeutique	1 200	1 200	325	138	500	250	2 025	1 588
Complémentaire et santé maternelle et infantile	12 000	16 000	4 132	1 747	3 500	500	19 632	18 247
Total, alimentation sélective	13 200	17 200	4 457	1 885	4 000	750	21 657	19 835
Aide aux groupes vulnérables								
Institutionnelle	14 000	14 000					14 000	14 000
VIH/SIDA	8 000	11 000	1 500	1 500	3 000	3 000	12 500	15 500
Total, aide aux groupes vulnérables	22 000	25 000	1 500	1 500	3 000	3 000	26 500	29 500
Alimentation scolaire d'urgence								
Total, alimentation scolaire d'urgence**	460 000	530 410	147 600	174 000	120 000	75 000	727 600	779 410
Total général	942 933	834 577	311 722	264 385	206 000	135 750	1 460 655	1 234 712

* Au Libéria, les projets VCT comprennent des activités vivres pour l'agriculture (rations familiales) et des activités vivres pour la création d'actifs; en Sierra Leone, ils comprennent des travaux communautaires (rations familiales) et, en Guinée, des activités menant à l'autonomie (rations familiales) et la réintégration après DDDR (rations familiales).

** En Guinée et au Libéria, l'alimentation scolaire d'urgence comprend des rations (familiales) à emporter.

TABLEAU 2: BESOINS DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR PAYS ET TYPE D'INTERVENTION 2005–2006 (tonnes)				
Type d'intervention	Libéria	Guinée	Sierra Leone	Région
Distributions générales				
Réfugiés		12 885	9 318	22 203
PDI	66 597	-	-	66 597
DDRR (ration générale)	-	266	-	266
Rapatriés	13 320	-	-	13 320
Populations en transit	100			100
Total, distributions générales	80 017	13 151	9 318	102 486
Vivres pour le redressement				
Vivres contre travail	10 817	6 812	4 545	22 175
Vivres pour la formation	147	-	898	1 044
Total, vivres pour le redressement	10 964	6 812	5 443	23 219



TABLEAU 2: BESOINS DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR PAYS ET TYPE D'INTERVENTION 2005–2006 (tonnes)				
Type d'intervention	Libéria	Guinée	Sierra Leone	Région
Alimentation sélective				
Thérapeutique	131	-	41	172
Complémentaire et santé maternelle et infantile	3 015	225	431	3 670
Total, alimentation sélective	3 146	225	472	3 843
Aide aux groupes vulnérables				
Institutionnelle	5 110	-	-	5 110
VIH/SIDA	4 092	599	1 095	5 786
Total, aide aux groupes vulnérables	9 202	599	1 095	10 896
Alimentation scolaire d'urgence				
Alimentation scolaire d'urgence	52 531	6 015	5 894	64 440
Total, alimentation scolaire d'urgence	52 531	6 015	5 894	64 440
Quantités totales de vivres	155 859	26 803	22 222	204 884

Rations

39. Les rations IPSR sont établies en fonction des spécifications du PAM, ajustées pour tenir compte des recommandations des missions conjointes d'évaluation de 2004 et d'autres évaluations. Afin de remédier aux carences en micronutriments au Libéria, un complément de 30 grammes de mélange maïs-soja a été ajouté à la ration scolaire et d'autres produits de l'assortiment alimentaire, comme les céréales et l'huile végétale, ont fait l'objet d'un enrichissement. De plus, la distribution de 100 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique a été prévue dans le programme pour le Libéria à l'intention des personnes en transit.

Partenariats

40. La détermination du PAM à l'égard de la coordination et de la coopération interorganisations est ferme, comme en témoigne sa participation et sa prise en charge des activités de coordination avec les gouvernements hôtes, les institutions des Nations Unies, les ONG locales et internationales et la communauté locale de donateurs.

41. Le PAM continuera de compter sur un ensemble d'ONG locales et internationales pour assurer ses distributions de vivres et ne cessera pas d'examiner leurs résultats pour ne retenir que celles qui ont les capacités techniques, humaines et financières requises. Pour toutes ses opérations, il s'emploiera à conclure avec les partenaires d'exécution des mémorandums d'accord détaillant les responsabilités de chaque partie. Pour les activités liées aux réfugiés, les partenaires seront sélectionnés avec l'aval du HCR dans le cadre d'accords tripartites.



42. Dans ses opérations, le PAM insiste de plus en plus sur l'autonomie, si bien que le renforcement de son partenariat avec la FAO est essentiel. Il continuera de fournir un appui logistique à la FAO en lui ouvrant ses entrepôts et en procédant parfois à la livraison des semences et outils de cette organisation aux bénéficiaires. Il travaillera en étroite coopération avec la FAO pour assurer à temps l'apport et la livraison de ces intrants indispensables.
43. Après l'approbation de l'IPSR par le Conseil d'administration, le PAM signera des lettres d'entente avec les Gouvernements de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone. Ces lettres apporteront confirmation de l'accord concernant les activités, le niveau des ressources, les rôles et les responsabilités.

Renforcement des capacités

44. Le PAM s'attache à renforcer les capacités au niveau gouvernemental, en particulier par l'intermédiaire des services chargés de l'aide alimentaire. Il offre régulièrement aux ONG partenaires une formation dans des domaines tels que l'entreposage, l'intégration des femmes, le VIH/SIDA, et le suivi-évaluation. En Guinée, il renforcera aussi son appui, par le biais de l'ACV, à l'amélioration de la capacité d'intervention du gouvernement en cas de situation d'urgence. En Sierra Leone, il a contribué à établir et continuera de renforcer le service de l'alimentation scolaire du Ministère de l'éducation, de la science et de la technique ainsi que le service de l'alimentation complémentaire du département de la nutrition du Ministère de la santé et de l'assainissement.

Dispositifs logistiques

45. Les approches intégrées du PAM en matière de logistique et d'achats pour la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest sont exposées en détail dans le document intitulé "Stratégie et modalités opérationnelles à appliquer par le PAM pendant la période de transition dans les pays d'Afrique de l'Ouest touchés par des conflits, 2005–2006" (WFP/EB.3/2004/INF/7).
46. La gestion régionale de la filière d'approvisionnement est essentielle à la gestion du mouvement des produits dans la Région côtière de l'Afrique de l'ouest où la situation est instable. Le PAM fixe un taux uniforme de transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM) calculé sur la base d'une moyenne des grilles logistiques établies et mises à jour pour chaque bureau de pays. La moyenne pondérée des coûts de transport est de 131 dollars la tonne.
47. **Libéria.** Si la situation en matière de sécurité le permet, le PAM rouvrira ses bureaux auxiliaires et ses bases logistiques. Pour augmenter son parc de véhicules qui avait été saccagé pendant les troubles civils de 2003, il a acheté des camions au titre de l'opération spéciale 10263.0 et fait venir dix camions qui avaient servi pour l'opération au Timor-Leste.
48. **Sierra Leone.** Le PAM continuera d'assurer le transport des vivres depuis Freetown jusqu'aux points de livraison avancés et aux points de livraison finale en recourant quand il le pourra à des entreprises de transport privées. Il se doit encore d'investir dans l'achat, pour en disposer aux PLA, de quelques camions tout terrain qui assureront les livraisons dans les lieux difficiles d'accès pendant la saison des pluies.
49. **Guinée.** Les vivres du PAM continueront d'être acheminés du port de Conakry à l'entrepôt central de Tombo. Afin d'assurer les livraisons dans les zones les plus accessibles, le PAM a une liste fiable de quelques propriétaires de camions.



50. Depuis octobre 2001, le service aérien du PAM dans la région a assuré le transport en temps voulu et en toute sécurité, dans des conditions économiques, de plus de 15 000 membres du personnel de l'organisation, des organisations partenaires et des donateurs vers différentes zones de la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest. L'opération aérienne reste financée au titre des phases successives de l'opération spéciale 10061.

Gestion fondée sur les résultats et systèmes de suivi-évaluation

51. L'approche générale de la gestion fondée sur les résultats constitue le cadre de l'IPSR régionale et des systèmes de suivi-évaluation dans les pays. Les composantes spécifiques des pays de l'IPSR Région côtière de l'Afrique de l'Ouest ont été conçues en fonction d'un cadre logique qui définit les résultats dans un ordre hiérarchique fonction des priorités stratégiques du PAM, en particulier des PS1 à PS4. Pendant la mise en œuvre, les résultats à court terme de l'IPSR seront suivis régulièrement au niveau du bureau de pays par rapport aux indicateurs de résultat correspondants. L'avancée vers les objectifs à atteindre sera évaluée à intervalles réguliers par comparaison des indicateurs de résultat à long terme, déterminés à l'aide des données de base, avec les priorités stratégiques correspondantes définies avant le début de l'IPSR. À cet égard, l'indicateur pilote pour la PS1, à savoir le taux brut de mortalité, sera appliqué à titre expérimental au Libéria et en Guinée.
52. Les données qualitatives et quantitatives de suivi sont collectées régulièrement par les agents de suivi du PAM sur le terrain qui utilisent à cette fin des listes de contrôle, dont la normalisation se fera parallèlement aux efforts faits par le PAM pour mettre au point un système de suivi-évaluation propre à l'organisation. L'analyse et le compte rendu des résultats qui se font essentiellement au bureau central seront renforcés de manière à pouvoir faire un meilleur usage des données lors de la prise des décisions. Le bureau du PAM en Guinée a finalisé, pour l'alimentation scolaire d'urgence, la mise en place d'un système de suivi étayé par une base de données qui facilitera l'établissement de statistiques et permettra d'obtenir en temps voulu des informations fiables et satisfaisantes. Le bureau du PAM en Sierra Leone met également en place un système analogue. Les deux bureaux de pays ont bénéficié des services d'experts dévoués au titre du don allemand pour l'amélioration de la qualité. Suivant le type d'intervention, les activités de suivi-évaluation font intervenir un certain nombre de partenaires. Ainsi, le suivi de l'assortiment alimentaire et le suivi après les distributions sont assurés en collaboration avec le HCR et des ONG telles que ACF en Guinée et en Sierra Leone et *Save the Children* (Royaume-Uni) au Libéria. Le PAM est aussi déterminé à participer aux évaluations conjointes de la sécurité alimentaire et aux enquêtes sur la nutrition conduites par les ONG et les institutions des Nations Unies.
53. Le cadre logique de l'opération régionale proposée, qui regroupe les cadres logiques spécifiques des trois pays, est présenté en résumé dans l'annexe III. Des détails y sont donnés sur les indicateurs de résultat retenus pour servir de base aux activités de suivi-évaluation en fonction des résultats attendus de l'opération.

Mesures de sécurité

54. En dépit d'une amélioration de la stabilité au Libéria et de la consolidation des efforts de paix en Sierra Leone, l'imprévisibilité et la dynamique régionale de la crise en Côte d'Ivoire demeurent des causes d'incertitude dans la région. La Guinée, qui était auparavant un pôle de stabilisation, inquiète aujourd'hui par des tensions politiques et ethniques de plus en plus fortes.



55. La structure de sécurité des Nations Unies sur le terrain est le cadre qui permet d'assurer la sécurité du personnel dans chacun des pays du fleuve Mano. En outre, le PAM a un agent de sécurité à plein temps au Libéria. Les plans d'évacuation sont actualisés régulièrement. Des efforts sont mis en œuvre pour faire en sorte que les normes minimum applicables aux opérations soient pleinement respectées à fin août 2004; elles le sont actuellement dans une fourchette de 80 à 90 pour cent.

Stratégie de sortie

56. La paix au Libéria reste l'élément clé de la stabilité dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest. Les possibilités de retrait des activités de secours sont liées à un règlement politique durable. Cependant, la présente IPSR est conçue pour être une opération de retrait de Guinée et de Sierra Leone.
57. Pour préparer le passage des activités de secours aux programmes ordinaires de développement en Sierra Leone, le PAM mettra en oeuvre un programme transitoire de pays pour 2005–2007 afin de faciliter le retrait des activités de l'IPSR destinées aux communautés de rapatriés.
58. En Guinée, la réduction progressive de l'aide alimentaire aux réfugiés facilitera les efforts de rapatriement du HCR. Si les ressources le permettent, le retrait prévu du programme d'alimentation scolaire entrepris au titre de l'IPSR s'accompagnera de la mise en œuvre d'un programme d'alimentation scolaire de pays.

BUDGET PROPOSE ET APPORTS NECESSAIRES

59. Il faudra au total 204 884 tonnes de vivres (voir annexe I), dont 102 386 tonnes pour les rations générales de base, 3 843 tonnes pour l'alimentation sélective, 98 555 tonnes pour les programmes de mise en place de filets de protection et 100 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique pour compléter les rations de secours. Les coûts pour le PAM s'élèvent à 156,2 millions de dollars, dont 124,5 millions de dollars au titre des coûts opérationnels directs et 21,4 millions de dollars au titre des coûts d'appui directs (CAD). Le PAM continuera de chercher à limiter les coûts en recourant aux services de personnel national, en révisant les taux TTEM et en prenant d'autres mesures d'économie.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

60. Le Conseil d'administration est invité à approuver la présente IPSR pour 2005–2006 qui doit bénéficier à 1 460 655 personnes en 2005 et à 1 234 712 autres en 2006, et qui représente un coût de 60,8 millions de dollars pour les produits alimentaires et un coût total pour le PAM de 156,2 millions de dollars.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (en dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits*			
– Céréales	148 667		
– Riz	4 230	233.52	987 790
– Farine de maïs	5 234	233.52	1 222 244
– Blé bulgur	139 203	233.52	32 506 685
– Légumineuses	21 755	355	7 723 025
– Aliments composés	19 038	334	6 358 692
– Huile végétale	12 300	943	11 598 900
– Sel	2 278	85	193 630
– Sucre	746	280	208 880
– Biscuits à haute teneur énergétique	100	800	80 000
Total, produits	204 884		60 879 845
Transport extérieur			30 054 434
Total, TTEM			26 773 723
Autres coûts opérationnels directs			6 798 960
Total coûts opérationnels directs			124 506 962
B. Coûts d'appui directs (Voir l'annexe II pour les détails)			
Total, coûts d'appui directs			21 441 507
C. Coûts d'appui indirects			
Total, coûts d'appui indirects			10 216 393
COÛTS TOTAUX POUR LE PAM			156 164 862
* Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut en varier en fonction des disponibilités.			



ANNEXE II

BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)	
Dépenses de personnel	
Personnel international	6 602 150
Fonctionnaires nationaux	479 200
Agents nationaux des services généraux	5 328 482
Personnel temporaire	255 500
Heures supplémentaires	238 250
Incitations (prime de risque, repos et récupération)	355 300
Consultants internationaux	380 000
Consultants nationaux	180 000
Volontaires des Nations Unies	1 147 000
Voyages officiels du personnel	1 214 375
Formation et perfectionnement du personnel	296 550
Total partiel	16 776 807
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	605 000
Services collectifs	195 750
Fournitures de bureau	522 950
Communication et services TI	569 950
Assurance	107 200
Réparation et entretien du matériel	201 250
Entretien des véhicules et coûts d'exploitation	905 500
Autres dépenses de bureau	163 000
Contributions aux Nations Unies et services connexes	405 000
Total partiel	3 575 600
Équipement et autres coûts fixes	
Véhicules	400 000
Équipement TC/TI	408 100
Mobilier et matériel	181 000
Total partiel	989 100
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	21 441 507



ANNEXE III

CADRE LOGIQUE DE L'IPSR RÉGION CÔTIÈRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 10064.3 (JANVIER 2005–DÉCEMBRE 2006)

Hierarchie des résultats	Indicateurs de performance*	Risques, hypothèses
Impact L'IPSR contribue à la stabilité régionale et à la sécurité alimentaire des ménages de réfugiés, rapatriés et PDI et des communautés d'accueil touchés par le biais d'activités d'aide alimentaire qui favorisent les perspectives de relèvement à long terme des populations qui ont souffert du conflit.	Indicateurs du niveau d'impact <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de réfugiés rapatriés et nombre de PDI rentrés dans leur région d'origine • Nombre d'ex-combattants démobilisés 	Le processus d'évolution politique et de négociation de la paix et le dialogue entre les gouvernements se poursuivent pour faciliter le rapatriement et le retour.
PS1: Sauver les vies des populations touchées par la crise, qui vivent dans une dangereuse insécurité alimentaire.		
Résultats à court terme 1.1 Stabilité des taux de malnutrition dans les populations touchées par la crise qui bénéficient de l'aide du PAM en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. 1.2 Stabilité des taux brut de mortalité dans les populations touchées par la crise qui bénéficient d'une aide du PAM en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone.	<ul style="list-style-type: none"> • Prévalence d'une malnutrition modérée et sévère (poids/taille; taille/âge et poids/âge, si possible) parmi les bénéficiaires de moins de 5 ans (selon le sexe). • Taux brut de mortalité chez les bénéficiaires, comparé aux données de référence 	<ul style="list-style-type: none"> • Climat politique pacifique et stable • Acceptation de la ration par les bénéficiaires • Les autres besoins essentiels sont satisfaits (santé, éducation, protection, etc.)
Résultats à long terme 1.1.1 Amélioration de l'accès aux vivres des réfugiés vivant dans une grande insécurité alimentaire en Guinée et en Sierra Leone, et des PDI et rapatriés au Libéria.	<ul style="list-style-type: none"> • Quantité de vivres distribués (par catégorie de projet, produit et dans le temps) • Nombre de bénéficiaires d'une aide alimentaire du PAM (par catégorie, groupe d'âge et sexe) • Nombre de femmes occupant des postes de responsabilité dans les comités de gestion des vivres 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration/stabilité de la sécurité et de l'accessibilité • Ressources suffisantes, disponibles à temps
PS4: Faciliter l'accès à l'enseignement primaire et réduire les inégalités entre les sexes dans l'accès à l'éducation, en particulier dans les zones touchées par le conflit		
Résultats à court terme 2.1 Augmentation de la scolarisation des garçons et des filles dans les écoles primaires assistées par le PAM. 2.2. Amélioration de la fréquentation scolaire des garçons et des filles dans les écoles primaires assistées par le PAM.	<ul style="list-style-type: none"> • Scolarisation: nombre de garçons et de filles inscrits dans les écoles primaires assistées par le PAM, par pays • Taux de fréquentation: pourcentage de garçons et de filles qui, dans les écoles primaires assistées par le PAM, fréquentent au moins 80 pour cent des cours pendant l'année scolaire, par pays 	<ul style="list-style-type: none"> • Climat politique pacifique et stable • Acceptation de la ration par les bénéficiaires • Aide complémentaire fournie par les autres organisations humanitaires sous forme d'articles autres qu'alimentaires • Les écoles fonctionnent dans la plus grande partie du pays

* Il s'agit d'indicateurs par pays, car les rapports sont spécifiques des pays. Ce sont des indicateurs standard appliqués par tous les pays visés par l'IPSR; il existe d'autres indicateurs spécifiques des pays qui seront utilisés dans les systèmes de suivi-évaluation de chacun d'eux.



CADRE LOGIQUE DE L'IPSR RÉGION CÔTIÈRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 10064.3 (JANVIER 2005–DÉCEMBRE 2006)

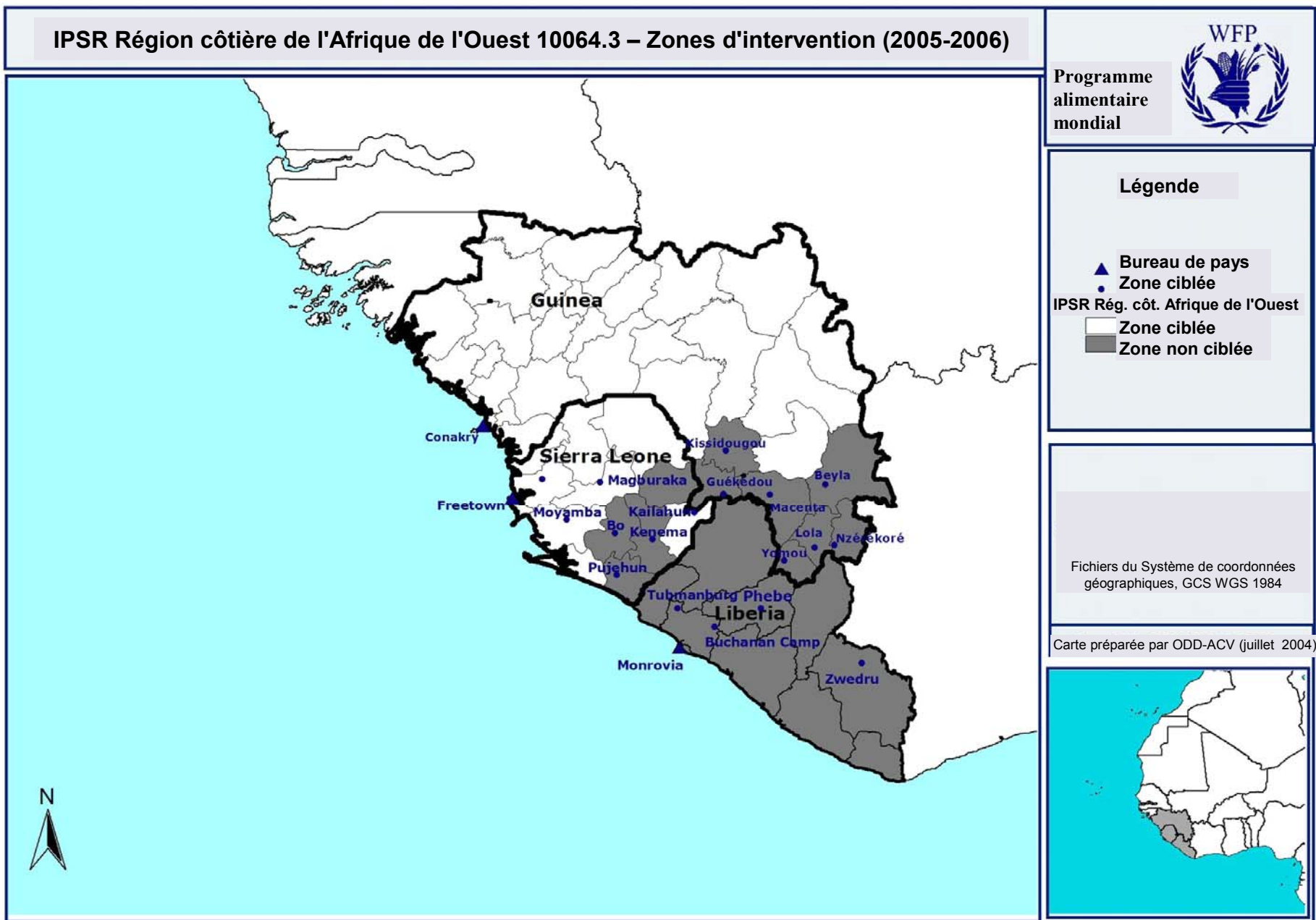
Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance*	Risques, hypothèses
<p>2.3 Amélioration de la capacité de concentration et d'apprentissage des garçons et des filles dans les écoles assistées par le PAM en Guinée et au Libéria.</p> <p>2.4 Réduction des disparités entre garçons et filles dans les écoles assistées par le PAM en Guinée et au Libéria.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Idée qu'ont les enseignants de la capacité de concentration et d'apprentissage des enfants qui bénéficient d'une alimentation scolaire en Guinée et au Libéria • Rapport entre le nombre de garçons et le nombre de filles bénéficiant d'une aide alimentaire dans les écoles assistées par le PAM. 	
<p>Résultats à long terme</p> <p>2.1.1 Repas fournis aux élèves des écoles primaires assistées par le PAM</p> <p>2.4.1 Vivres fournis aux familles pour les inciter à envoyer les filles à l'école</p> <p>2.5.1 Vivres fournis aux femmes et aux hommes participant aux stages de formation professionnelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de garçons et de filles bénéficiant d'une aide alimentaire dans les écoles primaires assistées par le PAM. • Nombre de filles recevant des rations à emporter, nombre d'hommes et de femmes bénéficiant d'une aide alimentaire pour la formation professionnelle. 	<ul style="list-style-type: none"> • Accessibilité des bénéficiaires • Arrivée des contributions financières à temps et fiabilité des disponibilités alimentaires
<p>PS2: Protéger les moyens de subsistance et aider à la remise en état des actifs productifs, et renforcer la résistance aux chocs.</p>		
<p>Résultats à court terme</p> <p>3.1 Amélioration de la capacité de gérer les chocs et satisfaction des besoins alimentaires essentiels</p> <p>3.2 Réduction des inégalités entre les sexes dans la formation professionnelle</p>	<p><i>Les pays de la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest ne sont pas retenus aux fins de l'utilisation à titre expérimental de l'indicateur correspondant.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes qui ont achevé avec succès la formation professionnelle, par groupe d'âge 	<ul style="list-style-type: none"> • Climat politique pacifique et stable • Acceptation de la ration par les bénéficiaires • Aide complémentaire fournie par d'autres organisations humanitaires sous forme d'articles autres qu'alimentaires
<p>Résultats à long terme</p> <p>3.1.1 Participation des bénéficiaires ciblés aux activités de mise en place de filets de protection et à la création d'actifs soutenue par une aide alimentaire (agriculture, travaux communautaires, autonomie, DDDR)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Quantité de vivres distribués (par catégorie de projet et produit) • Nombre de bénéficiaires participant aux activités de mise en place de filets de protection et aux activités créatrices d'actifs (hommes, femmes). 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des partenaires d'exécution (compétences techniques et ressources/fonds) pour collaborer aux activités liées aux projets VCT • Volonté des bénéficiaires d'entreprendre des activités VCT



CADRE LOGIQUE DE L'IPSR RÉGION CÔTIÈRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST 10064.3 (JANVIER 2005–DÉCEMBRE 2006)

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance*	Risques, hypothèses
PS3: Faciliter l'amélioration de l'état nutritionnel des mères, des enfants et des personnes vulnérables		
<p>Résultats à court terme</p> <p>4.1. Stabilisation du niveau de malnutrition chez les enfants</p> <p>4.2 Réduction des niveaux de malnutrition chez les femmes enceintes et les mères allaitantes</p> <p>4.3 Réduction de l'impact du VIH/SIDA et de la tuberculose sur la sécurité alimentaire des populations vulnérables</p>	<p>Indicateurs de résultat</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévalence de la malnutrition modérée aiguë (poids/taille) chez les enfants de moins de 5 ans (selon le sexe) • Prévalence de la malnutrition sévère et aiguë (poids/taille) chez les enfants de moins de 5 ans (selon le sexe) • Prévalence de la malnutrition chez les femmes bénéficiaires des programmes santé mère-enfant (indice de la masse corporelle et insuffisance pondérale à la naissance) 	<ul style="list-style-type: none"> • Climat politique pacifique et stable • Acceptation de la ration par les bénéficiaires • Aide complémentaire fournie par d'autres organisations humanitaires sous forme d'articles autres qu'alimentaires • Satisfaction des autres besoins essentiels (santé, hygiène etc.)
<p>Résultats à long terme</p> <p>4.1.1 Augmentation du nombre des enfants pouvant bénéficier des programmes d'alimentation complémentaire</p> <p>4.2.1 Augmentation du nombre des femmes pouvant bénéficier des programmes santé mère-enfant soutenus par une aide alimentaire</p> <p>4.3.1 Augmentation du nombre des personnes touchées par le VIH/SIDA bénéficiant d'une intervention soutenue par une aide alimentaire.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre d'enfants souffrant de malnutrition visés par les interventions nutritionnelles soutenues par une aide alimentaire, par groupe d'âge 2. Nombre de femmes enceintes et de mères allaitantes visées par les programmes santé mère-enfant soutenus par une aide alimentaire 3. Nombre de personnes touchées par le VIH/SIDA bénéficiant d'interventions soutenues par une aide alimentaire 4. Pourcentage d'aliments enrichis en micronutriments distribués dans le cadre d'interventions nutritionnelles soutenues par le PAM. 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des partenaires d'exécution (compétences techniques et ressources/fonds) pour collaborer aux activités d'alimentation sélective





Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACF	Action contre la faim
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	Coûts d'appui directs
DDRR	Démilitarisation, démobilisation, réinsertion et rapatriement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres-contre-travail
VPF	Vivres pour la formation

